

ELECTION LÉGISLATIVE - 21 MARS 1993

DIDIER CHARTIER

CONSEILLER MUNICIPAL DE ROUEN

MARTINE ETIENNE SUPPLÉANTE
MILITANTE SYNDICALE



1^{re}

**CIRCONSCRIPTION
DE
SEINE-MARITIME**

CANDIDAT DU RASSEMBLEMENT DES FORCES DE PROGRÈS

Madame, Monsieur,

Si demain la droite siège au gouvernement, notre pays connaîtra une accélération dans la remise en cause des droits et du niveau de vie des salariés, des acquis sociaux...

Les gens de progrès, attachés aux valeurs de gauche doivent donc se poser la question d'ici au 21 mars : Comment parer à ce danger ? Avec qui se défendre ?

Voter socialiste, c'est approuver le bilan de la politique actuelle au service de l'Europe de Maastricht qui suscite mécontentement et colère. C'est cette politique-là que la droite se propose d'amplifier.

Voter écologiste ? Au-delà des mots, il y a les faits. Ces derniers viennent de voter le mauvais budget de la Région, défendu par le Président RPR, Rufenacht. Ce vote-là, risque donc d'être "récupéré" au profit de nouvelles combinaisons politiciennes.

Peut-on compter sur le Parti communiste ? Sans être d'accord sur tout, ni se rallier au PCF, pour faire face à cette vaste régression sociale programmée, le vote communiste sera à coup sûr, efficace et utile.

Le Parti Communiste Français est la seule force à combattre la droite et à refuser de se compromettre avec elle. Voter communiste, c'est vous donner les moyens de pouvoir vous défendre contre les mauvais projets et de vous rassembler autour de l'exigence de choix neufs.

le candidat

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Faire autrement *c'est possible !*

3 dossiers, que les communistes jugent essentiels :
L'emploi - Le progrès social - La sécurité

L'emploi, nous pensons d'abord aux femmes et aux hommes, aux jeunes

L'emploi ne doit pas être vu comme un coût à réduire, mais comme une ressource si l'on veut développer les capacités et les débouchés d'une industrie moderne.

Aussi,

- **INVERSONS** l'ordre des priorités en utilisant au service de l'homme et non de la grande finance, le progrès technique et les ressources produites. D'énormes besoins existent. N'y a-t-il pas urgence de créer des emplois utiles dans les transports, le logement social, la santé, la prévention, les biens de consommation, l'éducation, la sauvegarde de l'environnement, la coopération internationale ?
- **RÉDUISONS A 35H.** la durée du travail sans diminution de salaire.
- **CONSACRONS** une partie de ce temps (10 %) à la formation.
- **UTILISONS** autrement l'argent public versé par l'Etat - 235 milliards en 1992 - prétendument pour l'emploi, sans aucun contrôle.

De l'argent, il y en a !

Les Français aspirent à un partage radicalement différent des ressources, des profits, des pouvoirs.

Est-ce possible ? OUI

Chaque jour, 5 000 milliards de francs (4 fois le budget de la France) s'échangent entre places boursières. C'est faire de l'argent avec l'argent. Cette pratique casse l'emploi, crée le chômage.

Chaque année, c'est plus de 1 000 milliards de francs qui sont réalisés en bénéfice dont la moitié se portent sur les marchés financiers.

Nous n'avons pas les mêmes idées sur tout,
mais nous ne voulons plus de la politique actuelle
et nous voulons nous opposer à la droite et exiger une politique nouvelle

Progrès et justice sociale sont des aspirations profondes

Nous proposons d'agir :

- **RELANÇONS** le logement social : 500 000 personnes sont en France sans domicile fixe. C'est insupportable, inadmissible...
- 100 000 logements ont été mis en chantier en 1992 contre 220 000 en 1982.
- **REVALORISONS** le RMI de manière importante. On ne peut laisser des millions de familles dans la pauvreté et l'exclusion : en multipliant par 4 l'impôt sur les grandes fortunes, cela serait possible. Il n'en coûterait aux milliardaires que 1 % de leur fortune.
- **GARANTISSONS** les acquis sociaux : La retraite à 60 ans, après 37 années 1/2 de travail. Pour les prestations sociales : Taxons les revenus financiers, au même taux que les salaires et le "Trou" de la Sécurité Sociale, dont il ne faut pas exagérer l'importance, est alors résorbé.

Pour lutter contre l'insécurité dans les cités

- **DÉVELOPPONS** l'ensemble des moyens consacrés à la prévention.
- **DÉGAGEONS** les policiers des tâches administratives, afin de multiplier l'îlotage dissuasif dans les quartiers.
- **RENFORÇONS** la répression contre les trafiquants de drogue et les maffieux.

**UN MOYEN POUR CELA :
LE VOTE COMMUNISTE LE 21 MARS !**